

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 79

p.a.f. 0,80 € - mars 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Liberté de circulation et d'installation pour tous !

Dans ce numéro:

Bourses: un système fou et hors de tout contrôle

Syrie: la guerre entre dans une nouvelle phase

Grève dans les services publics

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar



Test à l'échelle 1:1

En 2013, des grandes firmes d'automobile ont commandé une étude qui testait les effets des émissions des moteurs diesels sur des singes en leur faisant respirer des gaz toxiques. Une autre étude, moins violente celle-là, était menée avec des êtres humains.

Les constructeurs de l'automobile qui se soucient des effets de leurs moteurs sur la santé ? On peut en douter. Il s'agissait plutôt d'avoir des arguments de vente se voulant « scientifiques » pour pouvoir continuer à vendre des voitures dont les effets nocifs sont connus depuis longtemps.

C'est un scandale. Et il continue. Quotidiennement, des centaines de millions d'êtres humains sont soumis à des émissions dont les effets sur la santé sont consciemment minimisés. Car la crainte des actionnaires des secteurs de l'automobile et du pétrole de voir leurs profits diminuer, prime sur les craintes pour la santé publique.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

En Grèce, Novartis s'est bien soignée

Le groupe pharmaceutique Novartis est accusé par la justice grecque d'avoir surfacturé ses médicaments pendant au moins 10 ans. Lui et d'autres groupes ont versé des pots-de-vin à une pléiade de ministres, et même Premiers ministres, pour pouvoir écouler à prix d'or leurs produits.

La justice grecque estime ainsi à 23 milliards d'euros la somme volée à l'État sur la période 2006-2015, dont 3 milliards par Novartis.



Voilà où allaient les milliards d'euros de la dette grecque.

Suivez-nous sur Facebook !



Lutte Ouvrière Belgique est désormais sur Facebook. Likez et partagez vos articles préférés. Bientôt aussi en néerlandais!

Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Liberté de circulation et d'installation pour tous !

Dimanche 25 février, à Bruxelles, près de 10.000 manifestants de tout le pays ont dénoncé la politique répressive du gouvernement vis-à-vis des migrants.

Des adolescents forcés de dormir dehors en plein hiver, harcelés et maltraités par la police. La police faisant irruption dans un événement culturel pour arrêter l'artiste et d'autres personnes pour les expulser. Des enfants qui disparaissent des écoles parce qu'ils sont arrêtés avec leurs familles et emprisonnés dans les centres fermés en vue de leur expulsion. Une loi qui va permettre à la police de faire officiellement ce qu'elle fait déjà parfois en douce : entrer dans les domiciles des gens qui n'ont pas la chance d'avoir un passeport belge ou de ceux qui les hébergent...

Oui, tout ça est révoltant !

Tous ceux qui ont manifesté ont bien raison de dénoncer cette politique inhumaine et de montrer qu'elle ne se fera pas avec leur consentement.

La question des migrants n'est pas seulement une question humanitaire. C'est une question politique, une question qui concerne tous les travailleurs, toute la population.

C'est Bart De Wever lui-même qui le rappelle quand, au nom de la N-VA et approuvé par tout le gouvernement, il prétend que l'accueil des migrants s'opposerait au maintien du niveau de la sécurité sociale.

Quelle hypocrisie !

Non, ce ne sont pas les migrants qui sont en train de détruire la sécurité sociale, c'est le gouvernement ! C'est le gouvernement qui a baissé les cotisations versées par les employeurs à la sécurité sociale de 33 % à 25 % de la masse des salaires. C'est le gouvernement qui réduit les pensions et qui réalise 3 milliards d'économies dans les soins de santé, et aussi 1,6 milliards d'euros sur les allocations de chômage, allocations que la N-VA aimerait d'ailleurs limiter dans le temps !

Les ministres des gouvernements sont toujours prêts à faire pression sur les travailleurs, baisser les salaires et les pensions, augmenter la précarité, tandis qu'ils justifient toujours les profits des grandes entreprises, même quand elles licencient alors qu'elles font des profits.

Et ce sont ces gens-là qui veulent nous faire croire que les migrants sont un danger ! Mais ce sont eux, ce

sont les capitalistes qui menacent notre niveau de vie, nos existences !

Ils voudraient nous faire croire que les frontières nous protègent ? Les frontières n'ont été utiles qu'à la bourgeoisie et au patronat ! Elles ont toujours divisé les travailleurs.

Ils voudraient nous faire croire que pour sauver la sécurité sociale, dont le principe même est la solidarité, il faudrait s'interdire d'être solidaire ? C'est le contraire qui est vrai !

Si les capitalistes ont, à contrecœur, fait quelques concessions aux travailleurs en instaurant la sécurité sociale, c'est parce qu'ils avaient peur. Peur d'une classe ouvrière qui avait montré dans la foulée de la révolution russe de 1917 que sa révolte et les luttes pouvaient se propager par dessus les frontières et menacer de renverser le capitalisme pour construire une société socialiste.

Et si on ne veut pas perdre notre niveau de vie actuel, c'est ce chemin de la lutte, de la solidarité ouvrière, de la solidarité internationale, qu'il faut retrouver.

Ce n'est en effet pas pour rien que parallèlement au durcissement de la répression contre les migrants, le gouvernement intensifie aussi ses attaques contre les droits des travailleurs, comme le droit de grève.

Cela va ensemble. Que ce soient les travailleurs d'ici ou d'ailleurs qui soient visés, il s'agit toujours des intérêts des exploiters. Ils s'enrichissent sur le dos des travailleurs et leur exploitation ne connaît pas de frontières ! En s'en prenant aux migrants, ils s'en prennent à la classe ouvrière toute entière, à tous ceux qui ont besoin d'un salaire pour vivre !

Alors, les migrants, ce sont nos frères de classe ! Et il faut que nous les accueillions comme tels. Comme tous les travailleurs, ils doivent avoir le droit de circuler et de s'installer librement !

Ce sont les capitalistes, et ceux d'ici en premier lieu, qu'il faut empêcher de détruire notre niveau de vie ici, et aussi de piller et de détruire tout là-bas avec leurs engins de guerre qui engloutissent les milliards qui manquent ensuite dans les écoles ! Et cela, on pourra le faire ensemble !



Maroc : manifestations à Jerada et à Meknès

Vendredi 2 février, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Jerada pour crier leur indignation, après qu'un troisième mineur ait trouvé la mort dans son puits clandestin de charbon. Le même jour, des travailleuses du textile licenciées étaient des centaines à manifester leur colère à Meknès.

Malgré la police, les habitants de Jerada restent mobilisés depuis plus d'un mois. Les habitants mobilisés du Rif, de Jerada ou de Meknès dénoncent le chômage, la vie chère, la corruption des autorités, qui touchent tout le Maroc et rendent la vie des travailleurs de plus en plus impossible.

Les habitants de Jerada ne s'y sont pas trompés. Loin de mettre en avant les spécificités de leur région, ils font le lien avec le Hirak (le mouvement) du Rif et reprennent son slogan : « La mort plutôt que continuer à subir l'humiliation ! »



Les charlatans d'extrême droite

Le parti d'extrême droite autrichien FPÖ est désormais au gouvernement avec les conservateurs. Pendant les élections, il s'était présenté comme le parti des « petites gens », des « oubliés du système ». Et à quoi ressemble leur politique pour « les petites gens » une fois au gouvernement?

Les premiers projets du gouvernement autrichien prévoient la légalisation de la semaine de 60 heures et de la journée de 12 heures, la limitation des allocations de chômage à un an, la suppression de milliers d'emplois dans les services publics, moins d'impôts pour les entreprises... Le tout accompagné d'attaques contre les droits de tous ceux qui ne disposent pas d'une carte d'identité autrichienne.

La même politique qu'avant... en plus brutal contre les travailleurs, les pauvres, bref les « oubliés du système ».

Les exploiters et leurs complices

Selon une étude universitaire, le travail au noir serait en diminution en Europe. Ce serait notamment grâce à la multitude de flexijobs, minijobs, chèques service et autres mesures pour diminuer le "coût du travail" des différents gouvernements.

Le travail au noir c'est du travail pour lequel aucun impôt et aucune cotisation sociale n'est payée. Reste la question: en créant une multitude de statuts pour lesquels de moins en moins de cotisations sociales et de moins en moins d'impôts sont dus, est-ce que les gouvernements ont combattu le travail au noir ou l'ont-ils simplement rendu légal?

Réduction du temps de travail et moins de stress pour tous !

En Allemagne, des centaines de milliers de travailleurs ont participé aux grèves à l'appel du syndicat IG Metall. La participation massive des travailleurs montre que beaucoup en ont assez de trimer toujours plus pour que les actionnaires des grandes entreprises s'enrichissent de façon démesurée. C'est notamment la revendication de la semaine des 28 heures, violemment attaquée par le patronat, qui a beaucoup fait discuter.

Oui, la réduction du temps de travail est une revendication essentielle pour le monde du travail, mais il faut qu'elle soit sans perte de salaire !

Or, les dirigeants de l'IG Metall demandait seulement le droit de pouvoir réduire individuellement le temps de travail pour une durée de

deux ans maximum. Et cela sans maintien du salaire, sans que cela coûte un centime au patronat. Comme c'est le cas ici en Belgique pour le crédit temps, les travailleurs financeraient cette réduction de temps de travail eux-mêmes, sur leurs salaires si durement gagnés.



Accord truqué !

Entre-temps, l'IG Metall et le patronat du secteur ont trouvé un accord. Le droit de passer temporairement aux 28 heures a été accepté, mais avec perte de salaire et le droit pour le patronat de pouvoir faire travailler encore plus de catégories de travailleurs 40 heures et plus par semaine !

La mobilisation des travailleurs mérite de meilleures revendications. Il n'y aura pas de mieux pour les travailleurs, si on n'ose pas exiger de prendre sur les profits. Et c'est bien pour ça que les travailleurs qui subissent l'exploitation ne doivent pas laisser leurs luttes dans les mains des dirigeants syndicaux.

27 février : Grève des travailleurs du service public contre la réforme des pensions

Mardi 27 février, de nombreux travailleurs des services publics ont répondu à l'appel à la grève de la CGSP pour protester contre la réforme des pensions du gouvernement Michel.

Dans les transports en commun, le mouvement a réduit l'activité à la SNCB, à la STIB, aux TEC et à De Lijn. De nombreuses écoles étaient en service réduit. La grève était très suivie par les gardiens de prison, qui craignent un allongement de leur carrière malgré leurs conditions de travail difficiles.

La CGSP avait organisé plusieurs rassemblements régionaux. A Tournai, les 1500 manifestants venaient de l'administration, des écoles, de Proximus ainsi que des travailleurs communaux. Les manifestants critiquaient de façon unanime le fait que le gouvernement veuille imposer des discriminations entre les agents statutaires et les contractuels en matière de reconnaissance de la pénibilité de certains métiers donnant droit à une pension complète avec une carrière moins longue. Des cheminots discutaient du recours croissant à des sociétés privées, pour le nettoyage des trains notamment, et les conditions de travail indignes qui y sont

la règle.

Parmi les manifestants circulait la sinistre nouvelle d'une centaine de suppression d'emplois de travailleurs communaux dans la commune d'Ath. De nombreuses communes et des CPAS procèdent en effet à des licenciements, même si cela est peu visible dans les médias.

Devant les manifestants, le dirigeant de la CGSP, Michel Meyer, a dénoncé le projet de réforme des pensions du ministre Bacquelaine (MR) en relevant que cette réforme allait entraîner une baisse des pensions pour la majorité des travailleurs, en particulier pour les femmes qui travaillent plus souvent à temps partiel forcé. Pour les travailleurs du secteur public, les périodes de maladie, d'invalidité, d'accidents, de chômage, ne seraient plus prises en compte pour le calcul de la durée de la carrière, ce qui rendrait difficile, voire impossible le fait d'avoir une carrière et une pension complète. Les dirigeants syndicaux de la CGSP et de la FGTB ont donné comme perspective de continuer et d'étendre la mobilisation « contre le gouvernement de droite », pour y « entraîner les affiliés des autres syndicats et les travailleurs du secteur

privé ».

Mais ce qui retient de nombreux travailleurs, notamment dans les services publics de répondre aux appels de la CGSP, c'est qu'ils soupçonnent le syndicat socialiste de vouloir aider le PS, aujourd'hui dans l'opposition, alors que ce parti a une lourde responsabilité dans les attaques contre les travailleurs. Et de fait, les dirigeants de la CGSP ne dénoncent pas avec la même énergie les suppressions d'emplois lorsqu'elles sont le fait du PS, comme dans la commune d'Ath, par exemple. Mais c'est précisément la raison pour laquelle les travailleurs doivent se saisir des grèves et des manifestations pour faire entendre leurs propres revendications et se préparer contre les attaques des gouvernements et des patrons, d'où qu'elles viennent !

Manifestation à Tournai

Chômeurs volés

En 2017, la sécurité sociale a payé des allocations de chômage pour un montant de 5,5 milliards d'euros. En 2013, c'était encore 7,1 milliards. Une économie de 1,6 milliards donc.

Le gouvernement met en avant ces chiffres avec fierté, prétendant avoir diminué le nombre de chômeurs. Mais c'est surtout le nombre de chômeurs ayant droit à une allocation qui a diminué ! Combien de femmes ont perdu leurs allocations pour être cohabitantes, pour avoir travaillé à temps partiel ? Combien de jeunes n'ont plus droit à rien ?

Pendant ce temps, les grandes entreprises, y compris celles qui licencient comme Carrefour, Caterpillar, les banques..., ont empoché des profits supplémentaires grâce aux diminutions des cotisations à la sécurité sociale !

Non à la baisse des salaires des jeunes

Le gouvernement a décidé de réduire le salaire minimum des jeunes de moins de 21 ans sans expérience professionnelle, sous prétexte que cela créera de l'emploi. Le salaire des jeunes pourra être réduit de 6 à 18% en fonction de l'âge.

Les jeunes ne devraient pas y perdre en net car le patron est sensé leur verser une prime de compensation, dit le gouvernement. Mais les primes de fin d'année, les pécules de vacances, la pension, le montant du droit au chômage, eux, seront impactés.

Et les créations d'emplois attendues ? D'après le bureau du plan 700 nouveaux emplois seraient créés dans le meilleur des cas !

En bref, il s'agit encore d'un cadeau aux patrons sur le dos des jeunes cette fois-ci !

Pour créer des emplois, ce ne sont pas les salaires qu'il faut baisser, ce sont les profits des patrons !

Pas pour aider les Guinéens

Théo Francken a été en visite en Guinée. C'est un des pays les plus pauvres du monde aux infrastructures absentes et où la grande majorité de la population vit dans le dénuement.

La Guinée est pourtant riche en diamants et premier exportateur de bauxite (aluminium) du monde. Mais cela n'enrichit pas les Guinéens, uniquement les grandes multinationales comme Rio Tinto ou le groupe français Pechiney qui ont les moyens de transformation et aussi les dicta-

teurs africains à leurs bottes.

Pas étonnant donc que les Guinéens soient nombreux parmi les demandeurs d'asile en Belgique. Mais 8 sur 10 demandes d'asile de Guinéens sont pourtant refusées!

Une aide au développement ?

Et quelle aide au développement Théo Francken propose-t-il à la Guinée qui manque d'hôpitaux, de routes, de tout?

Celui de la police! En effet, dans son sillage, il y avait des policiers aéroportuaires qui expliquaient à leurs collègues guinéens comment reconnaître des faux passeports.

C'est en effet la seule chose que le capitalisme développe encore: les moyens de répression contre les pauvres qu'il génère en masse!



Etudiants guinéens qui révisent sous les lampadaires à l'aéroport, seul endroit éclairé.



Blackout total sur les chiffres de l'énergie

La ministre Marghem (MR), en charge de l'énergie, a annoncé mercredi 19 février, que la sortie du nucléaire coûterait 15 € par an aux ménages. Elle disait se baser sur une étude d'experts pour comparer le prix d'une sortie du nucléaire à un scénario d'exploitation prolongée des vieux réacteurs. Etude qu'elle refusait de donner en lecture aux parlementaires...

Entre-temps, le gouvernement a publié l'étude en question et il en ressort... rien. Des chiffres vides qui ne tiennent même pas compte du coût du démantèlement des centrales et du stockage ou du traitement des déchets... Et en plus, entre millions et milliards, « l'expert » oublie un zéro.

Ainsi, les seuls qui ont des chiffres précis, ce sont les mastodontes du secteur de l'énergie qui font leur lobbying auprès de la Ministre afin d'obtenir des marchés et des subventions bien gras...

Le profit nous pompe l'énergie

Depuis 2007, année de la libéralisation du marché de l'énergie, les factures d'électricité et de gaz ont augmenté de 70% en moyenne. Dans certaines régions de Flandre, elles ont même plus que doublé.

Des dizaines de milliers de ménages vivent avec des compteurs à budget et sont, de fait, exclus du confort basique d'un logement chauffé et éclairé convenablement, et de la possibilité de se laver à l'eau chaude.

Pourtant, l'énergie pourrait être accessible à tous... si on la faisait payer au prix coûtant. Mais pour ça, il faut libérer le secteur des actionnaires qui y font leur beurre, le nationaliser et le soumettre au contrôle démocratique de la population! On a tout intérêt à trouver l'énergie nécessaire pour le faire.

Plastiques et pépettes

La décision des autorités chinoises d'interdire l'importation de déchets en provenance d'Europe est perçue comme une aubaine potentielle par des patrons wallons. « Faisons de la Wallonie la poubelle du monde » proposent-ils depuis leurs villas luxueuses, aux jardins propres et à l'air pur.

Et c'est évidemment au nom de l'écologie et de la création d'emploi qu'ils réclament des subventions publiques pour le développement d'une filière déchet. Ce que le ministre libéral Jeholet reçoit 5 sur 5 : 75 millions € de subsides sont déjà prévus, en attendant d'autres « coups de pouce ». Après la bulle des Certificats Verts, les montagnes des déchets plastiques ?

Un système fou et hors de tout contrôle !

Il y a deux semaines encore, des déclarations débordant d'optimisme sur l'état de l'économie mondiale fusaient de partout. Mais patatras que la semaine dernière, une vague de panique a secoué toutes les bourses du monde.

Le déclencheur aurait été la publication de statistiques économiques faisant état d'une diminution de chômage et d'une augmentation des salaires aux États-Unis. Voilà ce que les « marchés » considèrent donc comme une mauvaise nouvelle, car cela pourrait entraîner une hausse des taux d'intérêts des capitaux fournis par la banque centrale américaine, disent les économistes !

Est-ce une « correction », comme ils disent, ou le début du prochain grand krach dont tout ce monde de boursicoteurs et de capitalistes sait qu'il va se produire tôt ou tard ? Personne n'est en mesure de le dire.

Certes, des « experts » se veulent rassurant, et cela d'autant plus que des projections pessimistes de leur part peuvent elles-mêmes contribuer à aggraver la panique et déclencher des effets boule de neige dévastatrices.

Mais en fait les « experts » n'en savent rien, pas plus qu'aucun autre « acteur » de la Bourse. Car personne dans ce casino ne connaît le jeu de l'autre. Voilà tous les éléments réunis pour des mouvements de foule qui courent après des rumeurs et déplacent des milliards, les uns pour essayer de les mettre à l'abri, les autres pour profiter de la situation et tenter un grand coup.

C'est la folie pure et un gâchis énorme : 6 000 milliards de dollars se seraient déjà volatilisés au cours de cette seule semaine, pas

loin de l'équivalent de la moitié des richesses produites en un an dans l'Union européenne.

On pourrait en rire. Après tout, que les riches perdent de l'argent, en quoi cela nous concerne ?

Certes, la sphère de la finance semble de plus en plus déconnectée de l'économie réelle. La spéculation ne crée pas les richesses, elle ne fait que les déplacer d'un propriétaire à l'autre.

Mais ces richesses ont quand même une origine : le travail des centaines de millions de salariés de par le monde. Et ce que les milliardaires perdent en Bourse, ils vont tenter de le récupérer sur le dos des travailleurs, par la baisse des salaires et l'aggravation de l'exploitation.

Alors ces 6 000 milliards perdus, ce seront combien de tendinites et de burnouts supplémentaires, combien de enfants de plus qui seront exploités à mort dans le Tiers-monde ?

Depuis plusieurs décennies, la plus grande partie des profits n'est plus investie dans des nouvelles usines et de nouveaux moyens de production. Les capitalistes n'y voient plus d'intérêt car la consommation des pays riches stagne, il y a déjà trop de voitures, de téléphones, etc, et leur vente est incertaine.

Quant au fait que de larges parties de la population mondiale aient des besoins fondamentaux non satisfaits – nourriture, eau, logements, écoles, moyens de transport, routes, tracteurs, moyens de santé – cela n'a jamais intéressé les capitalistes. Les pauvres qui ne peuvent pas payer ne font tout simplement pas partie de leur marché !

Faute d'investissements réels, c'est la spéculation qui est nourrie par les milliards disponibles

dans les banques, les grandes entreprises, et les comptes des plus riches. Les flots spéculatifs gonflent de plus en plus et provoquent des vagues de plus en plus hautes, qui peuvent engloutir toute l'économie.

Les secondes supprimées sur les postes d'assemblage, des millions d'emplois supprimés pour pressurer plus ceux qui restent, des salariés réduits à la famine dans les pays pauvres, les pensions des travailleurs sacrifiées dans les pays plus riches, les ouvrières usées à 25 ans en Asie... Tout ce travail humain, le système capitaliste le gaspille dans la spéculation financière qui s'effondrera à un moment ou l'autre, entraînant une nouvelle crise économique.

Alors non, les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter les sacrifices que patronat et gouvernements veulent imposer. Au contraire, il faut des luttes pour arracher des augmentations des salaires et des pensions, pour forcer le patronat à embaucher et les Etats à créer des emplois correctement payés dans les services publics.

Mais la seule façon de mettre fin définitivement à la folie du capitalisme, c'est d'exproprier les capitalistes. Les entreprises et le pouvoir d'Etat doivent passer dans les mains des travailleurs. Dirigés collectivement par les travailleurs, les énormes moyens techniques dont l'humanité dispose aujourd'hui, pourront enfin servir les besoins de tous. Et l'économie sera soumise aux décisions collectives et rationnelles des populations, et non plus à des marchés aveugles et absurdes. Oui, l'avenir de l'humanité est communiste !

Syrie : une nouvelle phase de la guerre?

Le 10 février, l'aviation israélienne a mené un raid en Syrie. Cette intervention militaire vient ainsi s'ajouter à toutes les autres. Alors que l'État islamique (Daech) n'y contrôle plus que quelques poches isolées, la Syrie devient le terrain d'une nouvelle guerre entre les différentes forces régionales.

Le 20 janvier, l'armée turque lançait l'offensive, baptisée avec cynisme Rameau d'olivier, dans la région d'Afrin contrôlée par les forces kurdes des YPG, pourtant alliées des États-Unis. Le 7 février, les troupes syriennes pro-Assad tentaient de franchir l'Euphrate près de Deir Ezzor, pour prendre pied au nord, dans un territoire riche en hydrocarbures, contrôlé par les milices kurdes et arabes du Front démocratique syrien (FDS). Alors qu'à Afrin les États-Unis s'étaient contentés de mises en garde verbales contre l'invasion turque, à Deir Ezzor ils ont fait donner leur aviation et ont envoyé leurs soldats au combat pour repousser les militaires syriens.

Enfin le 10 février, l'armée israélienne a bombardé plusieurs sites syriens contrôlés par le régime ou son allié iranien, perdant pour la première fois depuis longtemps un avion de

chasse. Selon Netanyahu, un drone attribué à l'Iran aurait survolé Israël quelques heures plus tôt, provoquant cette réaction immédiate.

Pendant ce temps, quelque 400 000 civils syriens, enfermés dans l'enclave de la Ghouta au nord de Damas, subissent un blocus terrible et des bombardements meurtriers de l'armée d'Assad. Soutenu par ses alliés russes, il veut reprendre le contrôle de cette zone.

Après avoir agi par milices interposées, les gouvernements turc, iranien, israélien, se livrent en Syrie une guerre de plus en plus ouverte. Sans oublier le gouvernement d'Arabie saoudite qui arme et soutient depuis 2011 des milices syriennes hostiles à Assad.

Lorsque la Russie est intervenue en Syrie en octobre 2015, elle a sorti les États-Unis d'une mauvaise passe, au moment où l'extension de Daech leur faisait perdre le contrôle de la situation. Mais aujourd'hui les États-Unis veulent empêcher que la défaite de Daech ne débouche sur une victoire totale du régime d'Assad et une consolidation de l'influence de ses alliés russe et iranien. L'intervention israélienne tout comme le jeu d'influence de l'Arabie saoudite vien-

nent donc à leur rescousse, tandis que la Turquie intervient pour son propre compte.

La guerre contre l'EI à peine terminée, une nouvelle phase de la guerre en Syrie est donc en train de s'enclencher et risque de s'étendre aux pays voisins. La population syrienne et celle des pays voisins risquent de le payer encore très cher.

Extrait du journal français Lutte Ouvrière

Etats-Unis: la jeunesse contre les armes

Après la fusillade dans une école de Parkland en Floride (USA) qui a fait 17 morts, des jeunes, souvent mineurs, se mobilisent dans plusieurs États contre la législation permettant la vente libre et le port d'armes. Plutôt que d'en rester aux traditionnels autels et bougies, ils interpellent les responsables politiques, comme Trump, qui soutiennent les marchands d'armes. Ils préparent une manifestation à Washington le 24 mars.

Et si ce n'était qu'un début ?



L'argent a tué mes amis.

Iran : des femmes qui luttent pour leur liberté

En Iran, le 1er février, une trentaine de femmes ont été arrêtées pour avoir publiquement retiré leur voile.

Déjà, fin décembre, une femme s'était hissée sur une installation électrique en plein centre de Téhéran, brandissant son voile au bout d'une perche et déclarant : « Non au voile obligatoire, nous voulons la liberté, la liberté de nous habiller comme nous voulons. » Cette femme avait été arrêtée, car la loi en vigueur depuis l'instauration de la République islamique en 1979 im-

pose aux femmes de sortir tête voilée et le corps couvert d'un vêtement ample. Elle a finalement été libérée le 30 janvier. Son arrestation n'a pas découragé d'autres femmes d'enlever à leur tour leur voile sur la voie publique.

Alors qu'en janvier un mouvement de révolte populaire a touché des dizaines de villes, où des milliers de jeunes, de travailleurs, de retraités ont affronté les forces de répression, le régime dictatorial n'en a pas fini avec la contestation de la population.



Une femme enlève son voile publiquement.